

Sur terre et dans les airs

La guerre d'usure sur le Golan ne cesse de s'aggraver

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

0,90 F

Algérie, 0,90 DA; Maroc, 0,90 dir.; Tunisie, 90 m.; Allemagne, 0,90 DM; Autriche, 7 sch.; Belgique, 8 fr.; Canada, 60 c. cts; Danemark, 2,50 kr.; Espagne, 15 pes.; Grande-Bretagne, 14 p.; Grèce, 14 dr.; Iran, 35 ris; Italie, 200 L.; Liban, 120 p.; Luxembourg, 8 fr.; Norvège, 2,50 kr.; Pays-Bas, 0,75 fl.; Portugal, 10 esc.; Suède, 1,75 kr.; Suisse, 0,90 fr.; U.S.A., 90 cts; Yougoslavie, 9 n. din.

Tarif des abonnements page 16
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 Paris
Télex Paris n° 63572
Tél. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

La longue nuit grecque

Il y a sept ans, le 21 avril 1967, quelques pelotons de chars permettaient à des militaires factieux de mener à bien, à Athènes, le premier coup d'Etat de l'après-guerre. Depuis lors, dans les lieux publics du pays qui inventa le mot de démocratie, un phénix timbré d'une silhouette martiale symbolise la patrie renaissant de ses cendres grâce au civisme des militaires. Débarassé de la « pourriture politicienne » à la veille d'une consultation générale, appelé à redevenir « la Grèce des Grecs chrétiens » et à se régénérer dans l'exaltation patriotique, le pays devait, dans les proclamations du colonel Papadopoulos et des conjurés, accéder enfin à l'« ordre » et au « progrès ».

Les rites désormais familiers du Chili au Niger n'ont pas suffi à exorciser la faillite. Au brevet de patriotisme exclusif et intrinsèque qu'ils s'attribuent par définition ici comme ailleurs, les soldats devenus ministres n'ont pas su joindre la compétence et les larges vues qui permettent parfois aux coups de force de rassembler les nations autour de leurs « sauveurs ». Le 25 novembre 1973, M. Papadopoulos, éphémère président de la République, était renversé à son tour par les armes.

Après une brève bouffée d'espoir puis une déception amère, les Grecs ne peuvent que dresser un bilan consternant. Sur le plan politique, toutes les institutions d'une démocratie occidentale ont volé en éclats : trois Constitutions ont été mises au point et abolies, deux chefs d'Etat ont prêté serment entre les mains d'un prélat dégradé au rôle de compère, l'abolition de la monarchie n'a donné le jour qu'à une contre-face de république. M. Papadopoulos, qui avait du moins quelque sens politique et tentait de mettre en place, en même temps qu'un semblant de « libéralisation », un régime relativement susceptible d'évolution et d'ouverture, a été remplacé par une jurte sans programme, au savoir-faire sommaire. C'est, hélas ! le résultat paradoxal auquel a abouti l'héroïsme des étudiants qui avaient affronté dans les rues d'Athènes et de Salonique une police sans merci.

Aucun des grands problèmes de la Grèce n'a été réglé. Une crise qui menace de tourner à l'affrontement oppose Athènes à Ankara. Le statut de Chypre reste au point. Depuis leur arrivée au pouvoir, le général Ghizikis et, dans son ombre, le général Ioannidis, chef redouté de la police militaire, n'ont su que rouvrir le camp de concentration de Yaros, y déporter militants de gauche et anciens politiciens centristes, et tenter de terroriser tout opposant virtuel en multipliant les arrestations et en refusant toute information sur le sort des détenus.

Sur le plan économique, après une flambée de prospérité et des succès qui valurent même à la Grèce les félicitations de l'O.C.D.E., l'heure des vaches maigres a sonné à Athènes. La hausse des prix, de février 1973 à février 1974, atteint le niveau étonnant de 34 %. L'inflation est la plus forte d'Europe, tandis que, après une fièvre largement spéculative, le secteur du bâtiment — dont les travailleurs sont particulièrement combattifs — connaît une très grave crise. Les étudiants, menacés et pourchassés, n'ont rien perdu de leur mordant.

Qui abattra ce pouvoir sans loi ni horizon ? Une armée déconsidérée et dix fois épurée ? L'émeute d'une population savamment « dépolitisée » ? Dans son désespoir, l'opposition grecque, qui s'est si souvent payée de mots, semble avoir désormais perdu toute illusion sur la « pression de l'étranger » — indifférent ou impuissant quand il n'est pas complice — et sur la possibilité de sortir de cette interminable nuit sans unité d'action et sans un dur combat.

Lire page 8

une tribune internationale d'A. Mannaissis :

LE REGIME MILITAIRE GREC TYRANNIE SANS STATUT DE DROIT

LE TOUR DE FRANCE DES CANDIDATS

Les « perspectives présidentielles » de M. Giscard d'Estaing concurrencent dans le domaine social le programme de M. Chaban-Delmas

Les dirigeants de l'U.D.R. ont réuni samedi à Paris les secrétaires fédéraux du mouvement et leur ont donné consignes et conseils pour servir la campagne de M. Chaban-Delmas. Le ton du parti gaulliste est appelé à se durcir quelque peu, pour répondre à la concurrence de M. Giscard d'Estaing dans le domaine social, pour souligner le risque d'une éventuelle victoire de la gauche au second tour et pour combattre une certaine baisse du moral des troupes ; baisse de moral consécutive aux divisions de la majorité, à la publication de sondages favorables à M. Giscard d'Estaing et à la défection de certaines personnalités réputées gaullistes.

Les dirigeants de l'U.D.R. attendaient avec curiosité l'intervention que M. Pierre Messmer devait faire, dimanche, devant le comité fédéral de la Moselle. Vendredi soir, devant les militants gaullistes de sa circonscription, le premier ministre ne s'était pas engagé pour M. Chaban-Delmas et a simplement recommandé la discipline. C'est aussi dans l'Est, mais à Strasbourg, que M. Giscard d'Estaing a exposé ses « perspectives présidentielles » qui, comme il l'avait annoncé, ne manquent pas d'audace. Il se confirme que les principaux candidats se mesurent d'abord sur le terrain de la politique sociale et, ensuite, sur celui des libertés. C'est ainsi qu'à Rouen, après avoir

mis en cause, sur ce point, M. Mitterrand, M. Chaban-Delmas s'est engagé à instituer un contrôle des écoutes téléphoniques et des fichiers électroniques.

Les principaux candidats ont repris, au cours de leurs premières interventions à l'O.R.T.F. — radio et télévision, — les déclarations qu'ils avaient déjà faites pour expliquer leurs candidatures. Parallèlement, ils poursuivent leur tournée des villes de province. M. Jean Royer, qui s'est fait chahuter par de jeunes contestataires, vendredi, à Rennes, n'a pas perdu son calme. Il était samedi à Saint-Lô et à Nantes, M. Giscard d'Estaing à Auxerre et à Dijon, et M. Mitterrand à Montpellier dimanche.

« A gauche, toute !... »

Où est passée la droite ? Seul M. Le Pen assume ses origines politiques, mais avec une grande modération. M. Jean Royer brouille les cartes : on retrouve chez lui l'exaltation de valeurs de droit, l'ordre, la morale traditionnelle, le sens de la hiérarchie, mais aussi la référence à la pensée libérale — le contrôle parlementaire — et à des aspirations de gauche : le développement des équipements sociaux, l'aide aux plus défavorisés. M. Royer emprunte à tous les autres candidats, et son originalité est de donner à cet amalgame une tonalité morale ou même « spirituelle ». Que la politique rejoigne la morale, cela n'a rien de blâmable, mais que la recherche du consensus social se fasse autour de l'ordre moral, voilà qui est plus inquiétant !

Le maire de Tours est un cas, en marge de tous les autres conjugués. Mais les autres se distinguent-ils tellement entre eux ? En les écoutant on se prend à en douter. Les audaces sociales des perspectives présidentielles de M. Giscard d'Estaing sont au moins aussi grandes que celles de M. Chaban-Delmas, et ce dernier s'attache à prouver qu'il poursuit les mêmes objectifs que M. Mitterrand, mais pas avec les mêmes moyens. C'est le leader de la gauche qui propose un plan économique et social avec tous les détails et toute la prudence d'un ministre des finances ou d'un chef de ne pas dépenser plus qu'il n'encaisse, et c'est M. Giscard d'Estaing qui promet aujourd'hui plus que les dirigeants syndicalistes n'osaient en demander hier.

Tout se passe comme si les gaullistes et les républicains indépendants s'étaient débarrassés du carcan de la droite, en se séparant provisoirement les uns des autres. M. Chaban-Delmas, ainsi libéré, peut offrir toutes ses chances au réformisme gaulliste, et M. Giscard d'Estaing, enfin seul, peut reprendre à son compte les aspirations sociales de la démocratie chrétienne que représente à ses côtés M. Lecanu. La bataille pour la conquête des suffrages populaires, supposés être au centre, n'a jamais été aussi voyante.

ANDRÉ LAURENS

(Lire la suite page 2, 1^{er} col.)

Tribune du 5 mai

OUI, MAI ! par PIERRE BOURGEADE (Lire page 4.)

REVIREMENT OU CONTINUITÉ ?

M. Giscard d'Estaing a assurément péché par modestie à Strasbourg quand il a annoncé qu'il ne voulait pas « changer de politique ». Car sur des points essentiels, les propositions qu'il a faites sont spectaculaires, dans la mesure précisément où elles marquent un changement de cap par rapport au passé. Comment d'ailleurs en France plus de justice sans admettre qu'elle faisait jusqu'ici assez largement défaut ?

Les exemples sont nombreux des novations qu'a décidé d'apporter M. Giscard d'Estaing. Sur le plan des salaires, par exemple, le ministre de l'économie et des finances ne propose rien de moins que la répétition à perpétuité de l'écrasement de la hiérarchie consécutive au « constat » de Grenoble ; 1968 et 1969 ont, en effet, été les deux seules années de l'après-guerre où l'on a vu les

plus bas salaires augmenter à peu près deux fois plus vite que ceux des cadres supérieurs : respectivement 11,8 % l'an pour les O.S. contre 6,5 % pour les cadres supérieurs, selon l'I.N.S.E.E. (1). Avant comme après, l'évolution avait été soit inverse (5,4 % pour les O.S. et 7,4 % pour les cadres supérieurs, chaque année, en moyenne, de 1963 à 1967), soit peu différente d'un groupe à l'autre (S.M.C. excepté, qui a progressé plus vite que le reste).

De même, quand M. Giscard d'Estaing propose que les salaires des femmes égalent ceux des hommes, à travail équivalent, il suggère une rupture d'évolution, puisque le retard des salaires féminins sur les rémunérations masculines demeure presque constant d'une année sur l'autre, aux environs de 30 % pour les O.S., 23 % pour les employés, 20 % pour les ingénieurs (2).

GILBERT MATHIEU

(Lire la suite page 3, 4^e col.)

Les candidats et les régimes

I. — Trois monarchies républicaines

Par MAURICE DUVERGER

Le problème des institutions n'est plus au centre de la bataille électorale, comme en 1969. Quelques vieux socialistes, beaucoup de notables modérés, gardent la nostalgie d'un régime parlementaire traditionnel, mais ils sont réduits au silence. Le parti communiste estime toujours que « l'élection du président de la République au suffrage universel contribue à la soustraction à tout contrôle politique du Parlement, sans pour autant le rendre responsable devant le peuple » ; mais lui-même n'en demande pas la suppression, que le programme commun écarte implicitement en réclamant la réduction à cinq ans du mandat présidentiel. Les trois principaux candidats — dont l'un entrera à l'Élysée dans quelques semaines — acceptent les règles essentielles du nouveau régime : l'élection populaire du président et sa prééminence dans la vie politique. L'éclatement du centre, absent pour la première fois de la bataille, semble renforcer la bipolarisation, autre pilier du système.

Cependant, la monarchie répu-

blicaine française fonctionnera de façon très différente, suivant qu'elle reposera sur M. Chaban-Delmas, sur M. Giscard d'Estaing ou sur M. Mitterrand. A travers les déclarations des candidats et les forces politiques qui les soutiennent, on peut dessiner déjà les types de régimes politiques entre lesquels les citoyens vont choisir, sans toujours s'en rendre compte. A cela près que plusieurs types peuvent correspondre à un même président, suivant la majorité dont il disposera finalement à l'Assemblée nationale ; mais les hypothèses plausibles restent limitées dans ce domaine et assez faciles à imaginer.

A M. Chaban-Delmas correspond certainement le régime le plus proche de celui qui a fonctionné sous le général de Gaulle et sous Georges Pompidou. Le maire de Bordeaux maintiendrait sans doute à l'Élysée la doctrine qu'il a défendue à Matignon, affirmant que « le président de la République, de qui seul dépend de choisir et de nommer le premier ministre, peut à tout moment mettre fin à ses fonctions » et qu'« un premier ministre digne de ce nom ne saurait un instant rester en place contre le sentiment du président de la République » (1). Mais cette doctrine contraire à la Constitution n'est applicable que si le premier ministre accepte de s'y plier. Il le faisait jusqu'ici parce qu'il y était contraint par les rapports de forces entre la majorité parlementaire et le président.

Créée par de Gaulle, maintenue par l'élection de M. Pompidou en 1969, la majorité d'hier ne pouvait pas se dresser contre la volonté présidentielle. Même si la majorité de demain avait les mêmes limites topographiques, elle n'aurait pas la même consistance interne. Le roi Jacques aurait moins d'autorité sur elle que le roi Georges ou le roi Charles. Cela permettrait donc au premier ministre de résister aux injonctions présidentielles dans une certaine mesure. La Constitution s'appliquerait plus exactement, dont

l'article 20 déclare que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation », l'article 21 que « le premier ministre dirige l'action du gouvernement », et l'article 8 que le président de la République met fin à ses fonctions, en cas de démission, obligatoirement présentée après un vote de défiance.

Sous M. François Mitterrand, la fonction présidentielle pourrait avoir à peu près la même figure. Le programme commun ne prévoit qu'une véritable restriction de ses prérogatives : l'application de l'article 16, lequel n'est pas d'usage courant de toute façon. L'exigence du contreseing ministériel pour le recours au référendum ne changerait pas grand-chose, puisque le président ne peut actuellement recourir à cette procédure que sur proposition du premier ministre ou du Parlement.

(Lire la suite page 2, 1^{er} col.)

EN PRÉSENCE DE M. JOBERT

Les Neuf reprennent l'examen des dossiers européens

Malgré les incertitudes soulevées notamment par la situation politique en France, les neuf pays de la Communauté européenne tentent de reprendre l'examen des dossiers laissés en suspens lors de la réunion ministérielle de Luxembourg au début de ce mois. C'est ainsi que les ministres des affaires étrangères se retrouvent ce samedi au château de Gymnich, près de Bonn, et que les ministres des finances ou leurs représentants se rencontreront lundi et mardi près d'Utrecht, aux Pays-Bas.

De notre envoyé spécial

Gymnich. — Les ministres des affaires étrangères des Neuf se retrouvent samedi et dimanche au château de Gymnich, près de Bonn, afin de délibérer des problèmes que pose leur coopération politique. Il s'agit d'une réunion tout à fait informelle, amicale, à laquelle M. Walter Scheel et convié les épouses des ministres, et où, par conséquent, la place occupée par les séances de travail devrait demeurer réduite. Il semble évident, d'autre part, que M. Michel Jobert, à la veille des élections présidentielles, ne peut guère envisager de prendre des initiatives importantes ou de souscrire à des engagements nouveaux.

Les milieux européens ne s'attendent donc pas que les Neuf prennent des décisions à Gymnich. Cette partie de campagne rhénane pourrait être employée à faire le point sur les grands dossiers politiques en cours d'examen et à essayer de réchauffer une ambiance communautaire qui n'est guère chaleureuse depuis la précédente session des ministres des affaires étrangères, les 1^{er} et 2 avril, à Luxembourg.

Ceux-ci, après avoir entendu M. James Callaghan leur expliquer qu'il n'excluait pas le retrait de son pays de la C.E.E., avaient alors longuement délibéré, sans parvenir à s'entendre, sur la forme à donner aux consultations politiques entre l'Europe et les États-Unis. La France souhaite que ces consultations n'aient lieu qu'après que les Neuf aient arrêté leur décision. La Belgique, appuyée par les autres États membres, a suggéré que le dialogue avec les Américains s'instaure au moment où un consensus « semble se dégager » entre les Neuf. Les ministres vont encore une fois essayer de trouver une formule de compromis acceptable pour tous.

Il apparaît particulièrement souhaitable de « dégeler » ce dossier des consultations transatlantiques, car le 2 avril, à Luxembourg, M. Callaghan, mécontent de constater que les Neuf, malgré les appels pressants des Américains, ne parvenaient à aucun arrangement, avait du coup refusé d'autoriser M. Scheel à engager, au nom de la Communauté, les contacts devant conduire à une conférence ministérielle euro-arabe.

PHILIPPE LEMAITRE.

(Lire la suite page 7, 3^e col.)



LE NOUVEAU LONGCHAMP

Tribunes panoramiques Télévision couleur

RESTAURANT AÉRIEN LON. 55-77

Location de places : tél. 359.96.25 et les jours de courses jusqu'à 12 h : 506-21-51

DIMANCHE PRIX DARU

(1) Déclaration à l'Assemblée nationale, le 24 mai 1972.



Deux styles de briquet de très rare qualité pour la table ou le bureau.

S.T. Dupont ORFÈVRES A PARIS

AFRIQUE

PROCHE-ORIENT

Algérie

MM. Brandt et Boumediène se sont accordés sur la nécessité d'un dialogue euro-arabe

De notre envoyé spécial

Alger. — Après les deux rencontres, vendredi 19 avril, entre le président Boumediène et M. Brandt — qui est attendu dimanche au Caire, — le porte-parole du gouvernement allemand a précisé que les conversations, qui ont permis au chancelier d'apprécier les qualités d'esprit et le don de répartie du président algérien, avaient été « intensives, très denses, ouvertes et franches ». Cette « franchise » laisse à penser que les deux hommes d'Etat n'ont pas caché les positions divergentes qui peuvent les séparer.

Deux thèmes, qui sont d'ailleurs liés entre eux, ont dominé les entretiens : le dialogue euro-arabe et les relations entre pays industrialisés et pays sous-développés. Sur le premier point, la délégation allemande estime qu'« un bon pas en avant a été fait ». A plusieurs reprises, M. Boumediène a mis l'accent sur l'intérêt que son pays porte à un dialogue

avec l'Europe et les pays industriels. S'adressant implicitement au chancelier en tant que président de la Communauté européenne, il lui a demandé si l'Europe était toujours aussi profondément intéressée à cette coopération. Le chef du gouvernement de Bonn a répondu par l'affirmative.

Pour les Allemands, le dialogue euro-arabe devrait pouvoir commencer dès cette année, afin de déboucher sur une conférence des ministres des affaires étrangères. Cette réunion aura-t-elle lieu avant la fin de 1974, comme cela avait été initialement envisagé ? A ce sujet, M. Brandt s'est montré très prudent. Il estime que, pour être un succès, la conférence doit être soigneusement préparée. En ce qui concerne les relations entre pays industriels et pays sous-développés, le chancelier a donné son accord pour que les Nations unies mettent au point un programme d'aide spéciale pour les pays pauvres ne disposant pas de matières premières. Il a, d'autre part, proposé à son interlocuteur, qui a accepté, d'organiser un examen en commun des résultats de la session extraordinaire de l'ONU sur les matières premières. Il reste à déterminer si cet examen aura lieu au niveau bilatéral, ou si l'Europe des Neuf tout entière sera appelée à y participer.

Le gouvernement de Bonn est très réservé en ce qui concerne la création d'une organisation regroupant les pays producteurs de matières premières.

Du côté allemand, on indique que les entretiens ont eu lieu dans une atmosphère amicale, mais la compréhension entre les deux pays serait sans doute plus large si les ressortissants arabes n'étaient pas l'objet de contrôles tatillons et de tracasseries administratives lorsqu'ils veulent se rendre en République fédérale. Les Algériens se plaignent de refus purs et simples de visas. Dans les milieux ouest-allemands, on justifie ces mesures par la crainte du terrorisme palestinien, et on ne laisse pas prévoir une libéralisation à court terme du régime des visas.

D'autre part, la délégation allemande a montré le grand intérêt qu'elle portait à une coopération avec l'Algérie pour la livraison de gaz naturel. Deux projets sont actuellement en cours de réalisation. Le premier concerne un contrat entre un consortium européen, qui intéresse notamment la République fédérale et la France, et la société algérienne Sonatrach. Il porte sur la livraison de 15 milliards de mètres cubes de gaz naturel à partir de 1977-1978. Le second projet n'en est encore qu'au stade du pré-contrat ; il concerne une société allemande et une société néerlandaise qui pourraient importer en Europe jusqu'à 14 milliards de mètres cubes de gaz naturel algérien par an à partir du début des années 80.

M. Brandt, qui a dit son « admiration » pour l'effort accompli par l'Algérie depuis dix ans, paraît d'accord pour que son pays participe plus intensément encore au développement économique algérien.

DANIEL VERNET.

Ethiopie

IMPORTANTE MANIFESTATION DE MUSULMANS A ADDIS-ABEBA

Une imposante manifestation de musulmans a eu lieu, samedi matin 20 avril, autour de la grande mosquée d'Addis-Abeba. Environ cinquante mille musulmans, soutenus par les étudiants de l'université, ont demandé l'égalité des droits avec les chrétiens coptes. Les musulmans, qui représentent environ la moitié de la population de l'Ethiopie, sont beaucoup plus mal représentés dans l'administration et le gouvernement que leurs compatriotes coptes et n'ont pas les mêmes droits que ces derniers.

D'autre part, le premier ministre s'est entretenu vendredi avec une importante délégation de policiers, qui se sont engagés à soutenir son gouvernement.

Enfin, à Genève, où il est de passage, le prince Zera Yakob, petit-fils de l'empereur et héritier par intérim pendant la maladie de son père, qui se soigne actuellement en Suisse, a déclaré qu'il rentrerait prochainement en Ethiopie, mais qu'il avait l'intention de terminer ses études à Oxford avant de s'installer définitivement dans son pays. (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

Niger

Le lieutenant-colonel Kountché affirme que le coup d'Etat « n'a rien à voir avec l'étranger »

Le nouveau chef de l'Etat du Niger, le lieutenant-colonel Seyni Kountché, a déclaré au cours d'une interview diffusée vendredi 19 avril par l'O.R.T.F. qu'une dizaine de personnes avaient été tuées lors de la prise du pouvoir par les forces armées. « Je suis un militaire, et ce qui caractérise les militaires, c'est la franchise », a-t-il affirmé. Il a ajouté : « Nous avons voulu mettre fin à la carence qui existait au sein de l'administration. Cela n'a rien à voir avec l'étranger. Pour le moment, nous nous attaquons à ce que nous avons à combattre : corruption, égoïsme, indifférence. »

Selon une correspondance reçue de Niamey, le nouveau régime paraît soucieux de maintenir l'image de marque dont bénéficiait le Niger, grâce notamment à la personnalité de l'ancien président de la République. Ainsi, il a libéré jeudi M. Dandiko, ancien ministre de l'éducation nationale, qui a pu rejoindre son poste de secrétaire général de l'Agence de coopération francophone. On assure par ailleurs, de source autorisée, que, contrairement à certaines rumeurs insistantes, il n'y a pas eu d'incidents durant la matinée du coup d'Etat entre les forces nigériennes et des éléments de la compagnie française stationnée à Niamey dans le cadre des accords de coopération.

Le grand mouvement de dénonciation de l'ancien régime, qui s'exprime à travers la diffusion à la radio d'innombrables messages, doit culminer dimanche avec un important défilé dans la capitale. Une marche d'anciens combattants, vendredi, à Niamey et dans la plupart des chefs-lieux de province, lui a servi de prélude.

Le lieutenant-colonel Kountché a, d'autre part, déclaré à l'A.F.P.

que son pays maintiendrait ses rapports très cordiaux avec tous ses voisins, y compris la Libye (le commandant Jalloud vient d'effectuer une visite-éclair à Niamey), et avec les autres pays du monde. Il a réaffirmé sa volonté de renforcer ses relations avec la France « dans l'intérêt bien compris des deux pays ». Abordant le problème des négociations sur les mines d'uranium, il a dit qu'il n'avait pas encore pris connaissance du dossier. A propos de la coopération entre Paris et Niamey, le chef de l'Etat a affirmé qu'il n'est « nullement question de remettre en cause quoi que ce soit ». Enfin, le nouveau chef de l'Etat a abordé la question du sort des anciens dirigeants : « Je ne peux pas anticiper sur les poursuites qui pourraient être engagées à leur égard. Tout ce que je peux ajouter, c'est qu'ils se trouvent dans des conditions de prévention très humanitaires. »

Vendredi, le conseil militaire suprême avait reçu le corps diplomatique. Le lieutenant-colonel Kountché avait demandé à ses interlocuteurs de transmettre à leurs gouvernements la gratitude du Niger pour l'aide de la communauté internationale « afin de sauver des vies humaines » menacées par la sécheresse. Il avait à cette occasion, faisant allusion au coup d'Etat, déclaré qu'il « s'agit simplement d'une évolution normale » et que c'est « un problème purement intérieur ». M. Paul-Henri Gaschnard, ambassadeur de France et doyen du corps diplomatique, lui a répondu que les ambassadeurs feront tout leur possible pour renforcer les relations entre leur Etat et le Niger.

Commentant le coup d'Etat, le quotidien américain New York Times écrit samedi que l'ancien président Diouri, « tout en coopérant avec la France par amitié et par nécessité, avait recherché les investissements d'autres pays » pour l'exploitation de l'uranium, et que « l'irritation française devant ces ouvertures faites à des firmes étrangères, et particulièrement les sérieuses négociations de M. Diouri avec une filiale d'Essoon (Esso), peuvent bien avoir joué un rôle dans sa chute ». Enfin, la Guinée a apporté sa « solidarité totale » au nouveau régime nigérien.

A travers le monde

Chili

● M. PIERRE RIEBEN, journaliste suisse qui avait été arrêté par les autorités chiliennes, a reçu le vendredi 19 avril l'ordre de quitter le pays, annonce-t-on officiellement à Santiago-du-Chili. — (A.F.P.)

Etats-Unis

● LE DEPARTEMENT D'ETAT a autorisé le jeudi 18 avril les filiales argentines des sociétés Ford, Chrysler et General Motors à vendre 21 000 véhicules à Cuba, sur une période de plusieurs années.

Grèce

● SEIZE ANCIENS MINISTRES GRECS, dans un message remis le vendredi 19 avril à la presse étrangère, lancent un appel aux forces armées pour que « des représentants élus du peuple grec » soient désignés « afin de protéger le prestige de l'armée de l'usure inévitable du pouvoir, et de conduire le pays à un régime politique normal ».

DIPLOMATIE

LES NEUF ET LE DOSSIER EUROPEEN

(Suite de la première page.)

M. Callaghan, pour contribuer à détendre l'atmosphère, confirmerait avec netteté qu'il n'est nullement hostile à cette idée, née à Paris, de tenir une conférence avec les représentants des pays arabes.

Le ministre britannique consentira-t-il à lever le veto qu'il a posé le 2 avril à l'ouverture de la phase préparatoire de la conférence, sans attendre que l'organisation des consultations transatlantiques soit décidée ? Certains ne l'excluaient pas à Bruxelles, à la veille de la réunion. En outre, on pense que M. Callaghan s'emploiera à atténuer l'impression désagréable laissée par sa peu conciliante intervention du 1^{er} avril sur le fait que le Royaume-Uni envisage la renégociation des conditions de son entrée dans la Communauté.

Enfin, les milieux européens ne seraient pas surpris si M. Scheel proposait, au nom de M. Brandt, de tenir une conférence « au sommet » dans les semaines à venir. Le chancelier fédéral, déçu par l'impudence manifestée depuis le début de l'année par les Neuf, s'était déclaré prêt, il y a peu, à renoncer à réunir une conférence présidentielle durant le premier semestre 1974. Il semble qu'il ait changé d'avis, estimant aujourd'hui au contraire que les changements de direction politique qui touchent plusieurs Etats membres rendent utile un vaste échange de vues au plus haut niveau.

PHILIPPE LEMAITRE.

Irak

Selon une émission kurde captée en Turquie

LES AUTORITÉS DE BAGDAD AURAIENT EXECUTE ONZE PERSONNALITES DU PARTI DEMOCRATIQUE DU KURDISTAN

Ankara (Reuter). — Les rebelles kurdes ont déclaré la guerre au gouvernement irakien, a annoncé vendredi 19 avril une émission kurde captée dans l'est de la Turquie.

Selon cette radio, cette décision aurait été prise à la suite de l'exécution sommaire de onze personnalités kurdes éminentes par les autorités irakiennes. Les onze suppliciés — des membres dirigeants du parti démocratique du Kurdistan — auraient été arrêtés à Bagdad le 11 mars dernier et emmenés à Irbil, dans le nord de l'Irak. Ils auraient été condamnés à mort et passés par les armes mercredi dernier.

D'autre part, Radio-Kerman-shah — station émettant en langue kurde et installée en Iran — rapporte que des combats sont en cours autour du mont stratégique de Serfin, près de Chaklaw. Elle précise que les unités gouvernementales ont eu trente-six tués et soixante-huit blessés en essayant de reprendre cette position que tiennent les Kurdes.

Par ailleurs, un fonctionnaire turc se trouvant près de la frontière irakienne a déclaré à l'agence Reuter que le trafic en direction de la Turquie se poursuit à travers les régions frontalières contrôlées par les Kurdes, mais que dans la nuit de jeudi à vendredi, on pouvait entendre au loin des coups de canon. Des fusées éclairantes ont été également aperçues dans la direction de Zakho, ville du nord de l'Irak dont la garnison gouvernementale serait encerclée par des guérilleros.

Egypte

L'ATTAQUE CONTRE L'ACADEMIE DU GENIE MILITAIRE DU CAIRE A FAIT ONZE MORTS La sûreté nationale met en cause la Libye

La protection autour des missions diplomatiques au Caire, ainsi que des points stratégiques de la capitale égyptienne, a été renforcée à la suite de l'attaque menée jeudi dernier par un « commando d'extrémistes » contre l'Académie du génie militaire (« le Monde » du 20 avril).

Un communiqué de la sûreté nationale a révélé vendredi que l'attaque s'était soldée par la mort de onze personnes, dont six sentinelles et un cadet. Vingt-sept personnes auraient en outre été blessées au cours de la fusillade qui a éclaté à l'intérieur du bâtiment.

Selon certaines informations, l'attaque aurait été menée par des extrémistes palestiniens. Le communiqué de la sûreté nationale affirme, pour sa part, que la police a appréhendé le chef du commando, qui avait réussi à enrôler un petit nombre de cadets de l'Académie. Il s'agirait d'un Irakien spécialiste des « assassinats politiques », se déplaçant fréquemment dans les pays arabes grâce à ses fonctions dans une organisation affiliée à la Ligue arabe. L'enquête aurait prouvé qu'il avait été engagé dans les services de renseignements irakiens du régime de l'ancien président Abdel Kerim Kassem et qu'il avait été membre, à un certain moment, du parti communiste jordanien. Il aurait adhéré ensuite, en 1972, à l'organisation des Frères musulmans. Il aurait alors entrepris un voyage en Libye, à l'invitation du colonel Kadhafi, afin d'examiner l'implantation d'unités de résistance dans les pays arabes et les moyens de financer leurs activités. Au cours de ses entretiens avec des responsables libyens, ajoute le communiqué de la sûreté nationale, « il a entendu proférer de graves griefs à l'encontre de l'Egypte ».

(Publicité)

LUNDI 22 AVRIL 1974

à 20 h. 30

à la Mutualité, 24, rue Saint-Victor

31^e ANNIVERSAIRE de la REVOLTE DU GHETTO DE VARSOVIE

Sous la présidence de M. DANIEL MAYER, et avec la présence effective de S.E. M. ASHER BEN-NATAN

SOIREE COMMEMORATIVE

organisée par la Fédération des Sociétés Juives de France, l'Union des Sociétés Juives et la L.I.C.A. sous le patronage du CONGRES JUIF MONDIAL

La bataille du Golan

Les troupes syriennes auraient réussi à prendre position dans certains secteurs du mont Hermon

L'intensité des combats israëlo-syriens s'est accrue vendredi 19 avril, atteignant un degré de violence qui rappelle les plus dures journées de la guerre d'octobre. Selon l'A.F.P., il apparaît à travers les communiqués contradictoires de Damas et de Jérusalem que les forces syriennes ont réussi à prendre position dans certains secteurs du mont Hermon, y transportant un important matériel destiné à tracer une route conduisant au sommet du massif.

● AUX NATIONS UNIES, M. Waldheim, secrétaire général de l'Organisation internationale, a exprimé son inquiétude à la suite de l'escalade des combats. Il s'est cependant montré optimiste sur l'issue des négociations en cours, affirmant que « pour la première fois » il existait maintenant une possibilité véritable de résoudre le conflit du Proche-Orient.

● A TEL-AVIV, cependant, M. Abba Eban, ministre israélien des affaires étrangères, a qualifié, vendredi, de « très graves » les divergences entre Israël et la Syrie concernant le problème du dégagement militaire sur le Golan. Il a précisé que ces divergences ne portaient pas seulement sur les lignes respectives que les forces israéliennes et syriennes doivent occuper après la mise en application d'un accord sur le dégagement, mais également sur les zones d'armements limités qui doivent être créées de part et d'autre des lignes dans la « région-tampon » proposée par les Israéliens.

● AU CAIRE, le journal Al Ahrâm confirme samedi matin que le président Nixon se rendra en visite officielle en Egypte à la fin du mois de mai. Le correspondant à Washington du quotidien officieux du Caire, qui se réfère à des sources officielles américaines, indique que la mise au point de ce voyage a été discutée lors de l'entretien qui s'est déroulé jeudi entre le chef de l'Etat américain et M. Ismaïl Fahmi, ministre égyptien des affaires étrangères.

Le général Dayan adresse une sévère mise en garde à Damas

De notre correspondant

Jérusalem. — Reste-t-il encore beaucoup d'échelons à gravir avant que l'escalade sur le front israëlo-syrien n'aboutisse à la guerre ouverte ?

La journée du 19 avril a été marquée par une aggravation alarmante qui rend des plus fragiles l'espoir d'éviter une reprise généralisée des hostilités sur ce front. Si les combats au sol restent statiques, les deux camps se contentent de se livrer à un incessant duel d'artillerie, leurs avions sont maintenant engagés dans des opérations dont le champ d'action s'étend dangereusement.

Après l'intervention, il y a quelques jours, des chasseurs-bombardiers israéliens contre les concentrations de matériel syrien du génie dans le secteur du Hermon, des appareils syriens se sont montrés, jeudi 18 avril, pour la première fois depuis le cessez-le-feu du 24 octobre, puis ont lancé de nouveaux raids à deux reprises le lendemain vendredi dans la zone sud du Golan.

Au cours du deuxième raid de vendredi, les Syriens ont perdu deux Mig-21, abattus par la chasse israélienne. De son côté, l'aviation israélienne a effectué un grand nombre de bombardements dans un très large secteur en dehors des limites de la région du Hermon, limites qui devaient, croyait-on, ne pas être débordées. De nombreux objectifs étaient visés par les bombardiers, et notamment des batteries anti-aériennes et une station de radar située à une trentaine de kilomètres à l'intérieur de la Syrie. Deux avions israéliens ont été atteints par des missiles sol-air, et les deux pilotes, indique un communiqué, ont été vus atter-

rissant en parachute à l'intérieur des lignes syriennes.

Les dirigeants israéliens ne cachent pas les préoccupations que leur inspire la dégradation accélérée de la situation. Interrogé à la télévision, le général Dayan est allé jusqu'à se demander si, lorsqu'il arrivera dans la région dans quelques jours, M. Kissinger ne se trouvera pas face à un champ de bataille.

Le ministre de la défense, qui a longuement insisté sur le désir d'Israël de respecter le cessez-le-feu, n'a pas ménagé les mises en garde à la Syrie. « Aucune contrainte politique, a-t-il dit, ne nous empêchera, si les Syriens poursuivent leurs attaques, de conquérir de nouveaux territoires dans leur pays. » Le général Dayan a ajouté que si le gouvernement israélien avait désespéré de parvenir à un résultat par des voies pacifiques il aurait déjà opté pour des solutions militaires. A plusieurs reprises, le général a déclaré « que les Syriens ont tort de s'imaginer qu'ils obtiendront de nous la moindre concession par l'emploi de la force ». Le nouveau commandant en chef, le général Mordechai Gur, n'a pas été moins catégorique en déclarant, au cours d'une réunion publique à Jérusalem, que son armée ne reculera pas d'un centimètre sur le front syrien sans un accord entre les gouvernements de Damas et de Jérusalem. Estimant, comme la plupart des dirigeants israéliens, que c'est probablement en vue de la négociation avec M. Kissinger que la Syrie réactive la guerre, le général Gur a indiqué qu'Israël pouvait fort bien se trouver devant une situation semblable avec la Jordanie.

ANDRÉ SCÉMAMA.

Les Syriens utiliseraient de nouvelles armes soviétiques

De notre correspondant

Beyrouth. — Les violents combats qui ont marqué, vendredi 19 avril, la quarantième journée de la guerre d'usure israëlo-syrienne n'ont pas épargné le Liban. La station de radars de Jdaydet-Yabous, à la frontière syro-libanaise, a été bombardée et partiellement détruite au cours de l'après-midi, tandis qu'un inintermittent duel de Mig et de Phantom se déroulait en divers points du front israëlo-syrien.

Dans plusieurs localités du sud du Liban, on pouvait observer à l'œil nu les combats sur les crêtes de l'Hermon, où Syriens et Israéliens se disputent les quelques points stratégiques qui surplombent la dépression géologique s'étendant de la Ghouta, dans la banlieue de Damas, à la ville de Haïffa, sur la Méditerranée. Dans la périphérie du sud de la capitale syrienne, aussi bien que dans les villes frontalières libanaises de Merjayoun et de Chabaa, des explosions se font entendre depuis trois nuits. Les Libanais ont vu par ailleurs vendredi deux appareils israéliens s'écraser à proximité du mont Hermon.

On devait repérer en outre à Ain-Kafarkouk, dans le secteur de la plaine du Bekaa, au Liban, les débris d'un Phantom dont les deux pilotes s'étaient fait éjecter au-dessus du territoire syrien.

Les communiqués diffusés par Radio-Damas font état de dix-sept appareils israéliens abattus. Ce chiffre paraît exagéré, mais des informations recueillies auprès de bonnes sources laissent supposer que les Syriens ont finalement trouvé la parade aux moyens récemment utilisés par

l'aviation israélienne pour esquiver les tirs des Sam-6 soviétiques. Il semble qu'ils aient utilisé pour la première fois vendredi de nouveaux missiles soviétiques dont la trajectoire ne peut être détournée par les ballons phosphorescents et les paillettes d'étain que lancent les Phantom pour se mettre à l'abri des missiles sol-air.

Selon une autre version, retenue par des milieux diplomatiques occidentaux à Damas, les Soviétiques auraient livré depuis trois mois des « tubes » anti-aériens ZSU-23 capables de tirer de mille huit cents à deux mille deux cents balles à la minute.

La détérioration de la situation sur le front du Golan n'inquiète pas outre mesure les milieux américains de Beyrouth et de Damas. Ceux-ci continuent à se montrer optimistes quant à l'issue prochaine de cette « guerre d'usure tactique nécessaire pour frayer la voie au dégagement sur le Golan ». Pour certains diplomates, cependant, le fait que des armes nouvelles aient été livrées à la Syrie « au point de permettre à cette dernière de négocier avec Israël à partir d'une position de force » pourrait entraver la tâche de M. Kissinger, qui mise sur un équilibre des forces en présence.

EDOUARD SAAB.

● LE PROFESSEUR DAVID AZBEL, qui avait récemment fait la grève de la faim pour obtenir le droit d'émigrer en Israël, a obtenu le 17 avril son visa de sortie des autorités soviétiques, annoncent ses amis. — (U.P.I.)